

Bracher, K.D., *La dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*. Toulouse, Privat, 1986, 682 p.

Pierre-Yves Soucy

Volume 18, Number 3, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702229ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702229ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Soucy, P.-Y. (1987). Review of [Bracher, K.D., *La dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*. Toulouse, Privat, 1986, 682 p.] *Études internationales*, 18(3), 675–677. <https://doi.org/10.7202/702229ar>

Un des moments forts de l'ouvrage consiste à défendre l'hypothèse de l'antériorité nécessaire de l'impérialisme sur le capitalisme. Ce qui représente, comme on le sait, un renversement presque parfait de la formule léniniste. Comme l'auteur l'écrit vers la fin de l'ouvrage il propose une explication du sous-développement de nature essentiellement économique. Celui-ci résulterait de la conjonction de l'antériorité nécessaire de l'impérialisme et du principe de l'entropie du capital (p. 164). Le recours à cette dernière expression n'est pas très heureux, même si tout le monde a entendu parler de cette loi (2^{ème} ou 3^{ème} ?) de la thermodynamique. Cette remise en cause, fait-il signaler, repose sur le refus du postulat d'autodynamisme. Pour l'auteur: « Le rejet du caractère systématique du capitalisme et de l'automatisme de son fonctionnement expansionniste rend impensable toute explication de l'impérialisme comme conséquence d'une maturation du capitalisme et à plus forte raison d'un excès de vitalité... » Et il surenchérit en formulant l'hypothèse que si les formations économique-sociales précapitalistes n'avaient pas été annexionnistes et colonisatrices, le capitalisme n'aurait jamais vu le jour.

Puisque le Tiers-Monde a plus à perdre qu'à gagner en s'inspirant des modèles offerts par les sociétés industrielles de type libéral ou collectiviste, suite à de laborieux exposés théoriques, l'auteur se lance dans un plaidoyer en faveur du recours aux technologies appropriées. Je ne lui en tiens aucunement rigueur, étant moi-même gagné aux idées défendues par les adeptes de l'écodéveloppement. Ce sont les nombreuses allusions à Ivan Illich et à sa *Convivialité* qui agacent, pas en elles-mêmes bien sûr, mais parce qu'elles sont suffisamment connues et que leur arrivée soudaine tranche trop avec le reste de l'ouvrage. De même le catalogue d'exemples présenté s'avère superflu étant donné qu'il ne suffit que de se rapporter à des ouvrages ou revues spécialisées pour obtenir des illustrations à satiété. Il fait curieux, peu après, de se retrouver confronté au désormais célèbre débat entourant la question de l'échange inégal.

En résumé, dans une section dédiée à l'échec du développement, l'auteur présente

bien l'essentiel de sa pensée. Le non-développement n'est pas attribué à la spécificité des pays du Tiers-Monde, mais à la nature du capitalisme. Le sous-développement n'est pas seulement un retard provoqué dans le développement des forces productives, blocage ou non-développement ultérieur, il est destruction des possibilités de solution autonome alternative (p. 79). Comment mieux présenter la position de l'auteur si ce n'est en reprenant la citation de L.V. Thomas qu'il a placée en exergue du chapitre 6: « On est en droit de se demander s'il n'y a pas de mort plus horrible que celle qui consiste à priver un peuple de son identité ». Et enfin, est-il possible de ne pas être d'accord avec lui quand, dans ce chapitre, il écrit que les Québécois et les Flamands ne dénoncent pas l'acquisition d'une deuxième langue et d'une deuxième culture, mais l'impossibilité de faire accepter et recevoir les leurs. Un livre qui se lit sans sauter une seule page. Chose rare de nos jours étant donné tout ce qui s'écrit et les contraintes de temps qui sont les nôtres.

André JOYAL

*Département d'administration et d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

BRACHER, K.D., *La dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*. Toulouse, Privat, 1986, 682p.

D'abord avouons qu'il y a lieu de se réjouir de la parution en français de cet ouvrage désormais classique sur le national-socialisme. Il y aurait cependant matière à s'interroger sur les raisons de sa traduction aussi tardive, alors même que l'édition originale en allemand date de 1969. Rien ne justifie un tel retard, pas même l'aspect volumineux de cette étude que des maisons d'éditions anglaise, italienne, espagnole et japonaise ne tardèrent pas à mettre à la disposition de leur public respectif. Mais laissons pour le moment ces considérations de côté.

Le sous-titre de l'étude de Bracher indique l'ampleur de ce qui est visé, précisant lui-même dans l'introduction pour l'édition française, et datée de novembre 1985, avoir voulu restituer une « histoire globale » du national-socialisme, « de ses origines, de son règne, et de ses répercussions dans le monde d'aujourd'hui » (p. 15). S'il s'agissait de « combler un manque » en proposant une recherche à la fois exhaustive et synthétique, comme le laisse entendre l'auteur, il faut admettre que l'objectif a été atteint. Acquittons-nous d'abord de la facture de l'ouvrage de Bracher. Cette recherche imposante comporte neuf chapitres. Dans les premiers chapitres l'auteur aborde à la fois les « prémices » sociales, historiques et idéologiques du national-socialisme, puis la naissance et le développement politique du mouvement ainsi que les années de formation du Parti en tant que tel, proposant par ailleurs une analyse en contrepoint de la scène sociale et politique marquée par les difficultés puis l'échec catastrophique de la République de Weimar. Les chapitres suivants s'attachent plus particulièrement à la question de la conquête plus immédiate du pouvoir par le Parti national-socialiste, puis à l'édification du 3^{ème} Reich, à la politique extérieure de ce dernier, ainsi qu'à la consolidation de son pouvoir (mobilisation de l'ensemble de la société allemande) et aux résistances (civiles, militaires, institutionnelles) suscitées par la terreur totalitaire et par l'éradication systématique des droits civiques. Les deux derniers chapitres, enfin, mettent en perspective le système nazi durant la guerre, puis sa chute, et sur les prolongements que nous pouvons déceler de la dictature allemande dans sa période contemporaine, l'auteur complétant son étude par une réflexion théorique très stimulante sur le rapport entre le national-socialisme et la crise du système des États-nations au vingtième siècle. Un appendice intitulé « la légende de Speer » et une bibliographie à la fois élaborée et très judicieusement choisie, établie par Herbert Hartmann, viennent compléter le livre de Bracher.

Sur le fond, l'intention initiale et largement justifiée consiste à proposer une analyse du national-socialisme qui déborde très largement la vie politique de Hitler, sans pour cela

banaliser l'importance du personnage dans l'avènement et la conduite du « nouvel ordre » qu'il inaugure. De ce point de vue, il m'apparaît abusif, si je m'en tiens à plusieurs critiques qui furent adressées à l'auteur, d'enfermer la thèse qu'il développe dans une interprétation « intentionnaliste », ou, si l'on préfère, de l'opposer aux thèses dont l'attention porterait davantage sur la dynamique structurelle des cadres sociaux producteurs de ce régime politique. Elle ferait du nazisme un projet voulu et réalisé par Hitler, rendant par ailleurs plus difficile une analyse comparative des divers mouvements qui naissent et se développent autour et à la suite de la Première Guerre mondiale, en Europe, mais aussi ailleurs. Certes, Bracher accorde une place significative à la personnalité politique de Hitler dans la formation du national-socialisme. Mais son objectif est alors surtout de répondre, selon une démarche critique, à diverses variantes de l'analyse d'inspiration marxiste, qui firent de Hitler « un simple outil du capitalisme de monopole » et sous-estimèrent par là « le rôle joué par la fixation idéologique dans sa politique », et méconnurent « les aspects psychologiques et révolutionnaires de ce mouvement de masses totalitaire » (p. 19). De ce point de vue il est très juste de soutenir que « sans Hitler, sans ses idées et sa « carrière » (...) le national-socialisme ne serait ni imaginable ni explicable » (p. 19). Aussi Bracher prend-t-il soin au préalable de préciser certaines conditions théoriques et méthodologiques d'une approche non réductrice du national-socialisme. Chaque fois qu'une analyse a cherché à s'inscrire dans une perspective « monolinéaire », l'objet qu'elle visait s'en est trouvé falsifié: « Quelle que soit l'importance des tentatives d'explication économiques ou sociologiques », écrit Bracher, ou encore « la contribution des histoires des idées ou des institutions, aucune ne saurait à elle seule rendre compte de la complexité du phénomène » (p. 16). De là découle son choix non dissimulé de multiplier les niveaux de réflexion et d'analyse.

Bracher accorde alors un rôle important aux profonds changements structurels qui se sont opérés dès lors que la société capitaliste bourgeoise du siècle dernier amorce cette

« grande transformation » qui devait nous conduire à la société contemporaine, toute marquée qu'elle est par des tendances fortes, à la fois supranationales et technocratiques: « Il serait impossible, écrit encore Bracher, d'appréhender les racines allemandes du national-socialisme sans tenir compte des phénomènes plus vastes: le nationalisme et l'impérialisme européens, les bouleversements économiques et technologiques » (p. 17). Aussi, le sol sur lequel se développe le national-socialisme nous renvoie de plusieurs manières aux « problèmes structurels de l'État moderne et de la société bourgeoise, commun à tous les pays européens à l'aube de l'ère démocratique » (p. 16). Il s'agit là de conditions générales, faut-il le souligner, qui autorisent certains rapprochements avec le fascisme italien et les autres idéologies de crise de l'entre-deux-guerres, et qui, donc, ne sauraient épuiser le sens et la portée de la dictature allemande.

Quant aux conditions spécifiques, Bracher les ramène au nombre de quatre: d'abord, la Révolution française et ses conséquences, qui devaient susciter, dans la mouvance des conquêtes napoléoniennes, des guerres de libérations et surtout un désenchantement à l'égard des idées qu'elle portait (conscience du particularisme national replié sur son conservatisme et blocage de l'épanouissement d'un État moderne et démocratique); ensuite l'échec de la révolution de 1848, qui devait ouvrir la perspective d'une révolution par le haut, à la fois nationaliste, conservatrice et bureaucratique, imposée par Bismark; puis « les problèmes internes du Reich allemand et son aspiration à devenir une puissance mondiale (qui connut son point culminant pendant la Première Guerre mondiale), prélude immédiat à la naissance et l'épanouissement du national-socialisme »; en dernier lieu, « la profonde déception causée par la défaite de 1918 » qui « devint, compte tenu des innombrables crises que traverse la République de Weimar après la guerre, le tremplin de la dictature de Hitler » (pp. 39-40). Dans une perspective parallèle et complémentaire, l'auteur s'attarde de manière très précise à montrer l'évolution de la conscience natio-

nale et l'émergence du racisme (et de l'antisémitisme), ce qui devait conduire le national-socialisme à postuler une unité *a priori* et naturelle de la communauté de sang et de culture, tenant lieu ou faisant figure de sujet historique. Dès lors, l'articulation entre cette idéologie raciale et la politique expansionniste donne consistance à l'analyse que l'auteur propose de la politique extérieure du Troisième Reich. Il montre ce dépassement radical de l'impérialisme classique de la fin du siècle dernier et du début du siècle actuel dès le moment où l'État national-socialiste engage l'Allemagne hitlérienne dans une lutte hégémonique mondiale de nature totalitaire, puisque ne se fondant plus sur une politique de concurrence proprement dite, elle fait appel à l'intégration directe, à l'extermination par une subordination radicale de ce qui lui est extérieur (pp. 387-441). Le résultat concret, dont on mesure mieux aujourd'hui toute la portée significative, fut de mettre en question ou en crise l'État-nation en tant qu'élément structurel de la politique européenne et même internationale: « L'État-nation a permis, soutient très justement Bracher, l'expression de forces intellectuelles et politiques longtemps réfrénées, et a fourni, surtout au XIX^{ème} siècle, un cadre approprié aux rapides changements économiques et sociaux. Mais à la longue, une politique démocratique n'est possible que si le nationalisme est subordonné aux principes de celle-ci, accepte ses nécessaires compromis, et se trouve limité à ses impulsions constructives dans un cadre qui le dépasse » (p. 650). Or sa fragilité actuelle, en raison de l'éclatement des « frontières historiques et ethniques », l'avènement de « conflits idéologiques supranationaux », ne doit-elle pas forcer notre interrogation au sujet des cadres politiques susceptibles de maintenir vivant tout projet démocratique après les trajets totalitaires du siècle?

Pierre Yves SOUCY

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*